

Traitement de l'Information pour des Politiques Énergétiques favorisant l'Écodéveloppement (TIPEE)



Cette première application de TIPEE au Cameroun et au Togo témoigne de l'importance de cette démarche intégrée pour leur cheminement vers un écodéveloppement national. Bien que les deux pays soient très vulnérables aux impacts du changement climatique, ils ont fait le premier pas pour augmenter leur résilience et améliorer le bien-être de leurs citoyens de façon viable et équitable. Avec l'outil TIPEE, ces deux pays ont un moyen d'évaluer et d'assurer un suivi de l'efficacité de leurs politiques énergétiques et peuvent ainsi les adapter en fonction des résultats.

Les gouvernements du Cameroun et du Togo ont démontré qu'ils avaient conscience de l'importance d'orienter, de mesurer et de vérifier les progrès de leur politique énergétique pour aider leur pays à atteindre l'écodéveloppement dans des conditions climatiques fluctuantes.

HELIO International

De haut en bas et de gauche à droite : Laura WILLIAMSON (HELIO), Piya-Abalo Tahontan Didier BAMALI, Maryse LABRIET (HELIO), Valerie NKUE, Blaise BIGNOM, Gbady Tiadja GBANDEY, Christiane Sidonie GOULEU, Ibrahima DABO (IEPF), Cyrille NGOUANA KENGE, M'ba Stéphane DJASSAH, Méry YAOU.



Équipe TIPEE-Cameroun.

De haut en bas et de gauche à droite : Blaise BIGNOM, Christiane Sidonie GOULEU, Sylvain DEFO, Cyrille NGOUANA KENGE, Valerie NKUE.

Équipe TIPEE-Togo.

De gauche à droite : Gbady Tiadja GBANDEY, M'ba Stéphane DJASSAH, Méry YAOU, Piya-Abalo Tahontan Didier BAMALI, Tcharabalo ABIYOU.



HELIO International

HELIO International est un réseau mondial indépendant d'analystes énergétiques reconnus, créé en 1997. Son principal objectif consiste à cerner, à évaluer, à mesurer et à rendre publique la contribution des politiques énergétiques à l'écodéveloppement.

Les experts d'HELIO évaluent en toute indépendance les politiques énergétiques nationales et informent les décideurs économiques et politiques de leurs apports et de leur efficacité. Ils effectuent également des analyses, évaluations et monitorats de projets et fournissent des conseils sur l'écodéveloppement et la stabilisation du climat. HELIO coopère avec les principaux réseaux et organisations œuvrant dans le domaine de l'énergie et du développement.

Au cœur des activités d'HELIO se trouve l'Observatoire de la Viabilité Énergétique (OVE). L'OVE regroupe des équipes d'analystes à travers le monde dont le rôle est de mesurer la contribution des politiques énergétiques aux objectifs de l'écodéveloppement. L'application de ses principes a permis le développement d'une deuxième méthodologie d'évaluation qui a servi de base au Gold Standard, le critère de qualité optimale des projets climatiques et notamment de ceux du Mécanisme de Développement Propre (MDP).

HELIO International est une organisation à but non lucratif dont le siège est à Paris, France. Elle est observatrice accréditée auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), auprès de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), auprès du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

HELIO International
56, rue de Passy
75016 Paris
France
helio@helio-international.org
www.helio-international.org

L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie

L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), organe subsidiaire de l'Organisation internationale de la Francophonie, est né en 1988 de la volonté des chefs d'État et de gouvernement des pays francophones de conduire une action concertée visant le développement du secteur de l'énergie dans les pays membres. En 1996 cette action a été élargie à l'environnement.

Basé à Québec, l'Institut a aujourd'hui pour mission de contribuer :

- à la formation et au renforcement des capacités des différentes catégories d'acteurs de développement des pays de l'espace francophone dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement pour le développement durable,
- au développement de partenariat dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement pour le développement durable.

Dans le cadre de sa programmation 2010-2013, l'IEPF :

- Contribue à l'élaboration de politiques et stratégies nationales de développement durable et à leur mise en œuvre dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.
- Soutient la participation des pays aux négociations internationales sur l'environnement et le développement durable.
- Développe des partenariats, publie des guides, des revues spécialisées et des ouvrages scientifiques et techniques en français dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.
- Anime des réseaux d'information et d'expertise pour le développement durable.

Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF)
56, rue Saint-Pierre, 3ème étage
Québec (QC) G1K 4A1
Canada
Téléphone : (1 418) 692 5727 / Télécopie : (1 418) 692 5644
iepf@francophonie.org
www.iepf.org
www.mediaterrre.org



Traitement de l'Information pour des Politiques Énergétiques favorisant l'Écodéveloppement (TIPEE)

COMMENT SAVOIR SI VOTRE POLITIQUE ENERGETIQUE EST CLIMATISEE ET CONTRIBUE A L'ECODEVELOPPEMENT ?



Il est loin le temps où la politique énergétique ne contribuait qu'à assurer un approvisionnement national en énergie conforme aux projets des promoteurs et où il suffisait de faire un grand barrage hydroélectrique ou une superbe centrale pour satisfaire tout le monde.



Dans les années soixante-dix, avec les pluies acides, les atteintes à la biodiversité et autres dommages, il fallut commencer à se soucier des impacts écologiques et la politique énergétique dut se soumettre aux impératifs écologiques formulés par les ministères de l'environnement créés suite aux demandes des écologistes.

« Celui qui voit un problème et qui ne fait rien, fait partie du problème »

Mahatma Gandhi



Avec les catastrophes dues aux dérives climatiques, la politique énergétique doit maintenant s'élaborer en considérant non seulement les impacts en aval, mais aussi ses répercussions sur toute la société puisque les conséquences peuvent affecter la planète entière. Ce ne sont plus seulement les écologistes qu'elle doit ménager, mais toute la population du globe ! Il nous faut des politiques « climatisées », mais pas seulement... elles doivent aussi remédier aux autres problèmes qu'elles ont créés et les prévenir en opérant dans la transparence et le respect des droits de chacun. De nos jours, il est établi que l'énergie représente un défi trop important pour le laisser aux seuls énergéticiens...

C'est pourquoi il est plus que temps d'intégrer la société civile dans les décisions énergétiques afin de réorienter nos politiques vers le chemin de l'écodéveloppement. Quarante ans après la Conférence de Stockholm, on commence à comprendre que la paix tout comme l'équilibre social et environnemental souhaités pour les populations dépendent en grande partie de la relocalisation intelligente de la production d'énergie près des lieux de son utilisation et qu'il faut revenir sur les délocalisations qui ont vidé tant de régions de leur substance. La nouvelle génération de décideurs doit adopter une philosophie humaniste où l'on utilisera rationnellement les ressources de la nature comme des biens publics communs destinés à tous et que l'on ne peut plus dénier aux plus démunis.

Pour évaluer si un pays a une politique énergétique constructive et de bon sens, c'est-à-dire ayant du sens et allant dans le sens de l'écodéveloppement, HELIO a esquissé un cadre d'analyse adaptable aux circonstances locales, fondé sur deux douzaines d'indicateurs localement disponibles. L'exercice a déjà été fait pour le Cameroun et le Togo, deux pays d'Afrique subsaharienne, et nous en partageons ici les enseignements. Faites-le aussi chez vous !

Les responsabilités de la société civile incluent aussi de participer à la politique énergétique du pays, même si on lui dit de ne pas s'en mêler et que « tout est sous contrôle »...

Hélène Connor – HELIO International

UTILISEZ TIPEE

Dans sa vocation de renforcer les capacités dans le domaine de l'énergie des pays membres de la Francophonie, l'IEPF a mis en œuvre des programmes de formation sur des thèmes aussi divers que la planification de l'énergie, l'efficacité énergétique, la réglementation du secteur de l'énergie. L'évaluation de ces programmes a, par la suite, montré la nécessité de mettre en place des systèmes nationaux d'information énergétique (SIE). Ces SIE, élaborés en partenariat avec ECONOTEC (co-promoteur et partenaire technique), sont sensés être de véritables outils d'aide à la décision, qui regroupent différentes données et informations énergétiques, organisées et structurées de façon à permettre l'élaboration et le suivi d'une politique nationale de l'énergie plus efficiente.

À ce jour, l'appui de partenaires (Commission européenne, Wallonie Bruxelles International, Agence internationale de l'énergie, pays bénéficiaires, etc.) a permis à plusieurs pays africains d'en être dotés : Bénin, Cameroun, Niger, Sénégal, République Démocratique du Congo et Togo. D'autres pays sont en voie de l'être : Congo, République Centrafricaine ainsi que les quatre autres pays de l'UEMOA (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau et Mali).

Aujourd'hui, la vulnérabilité des pays face aux changements climatiques impose de nouvelles approches dans l'élaboration des politiques énergétiques car il est clairement établi que les questions liées à l'accès à l'énergie, la sécurité énergétique, la transition énergétique et la promotion des énergies renouvelables sont étroitement liées.

C'est ainsi que l'OIF, en partenariat avec HELIO International, met en œuvre le projet dénommé « Traitement de l'information pour des politiques énergétiques favorisant l'écodéveloppement » (TIPEE). Ce projet concerne dans sa phase initiale, deux pays d'Afrique subsaharienne, le Cameroun et le Togo. L'OIF envisage d'étendre ce projet à d'autres pays francophones du Sud.

L'objectif du projet est, à partir des SIE déjà mis en place, de renforcer la capacité des pays à identifier, structurer et utiliser les informations nécessaires (SIE, indicateurs de viabilité) pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques énergétiques cohérentes avec l'objectif d'écodéveloppement.

Le présent document constitue de ce fait une contribution de l'OIF et de son partenaire HELIO International aux réflexions qui seront menées à l'occasion de la 17^e session de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue à Durban, du 28 novembre au 9 décembre 2011.

Fatimata Dia Touré – Directrice – IEPF



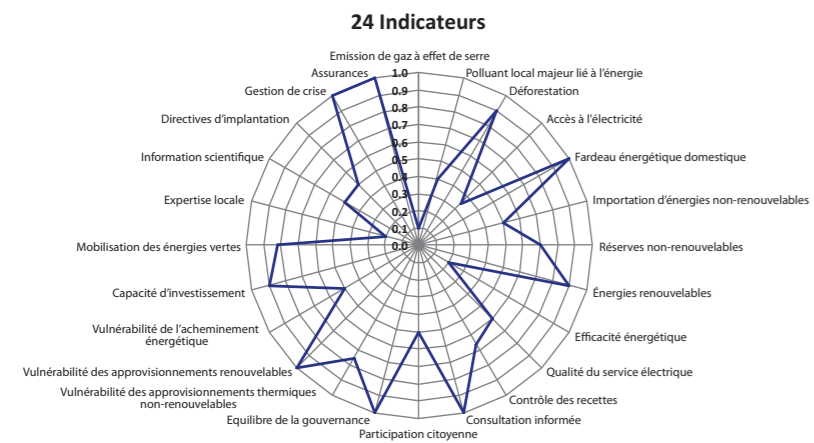
La méthodologie TIPEE : qu'est-ce ?

Strictement sélectionnés les 24 indicateurs de TIPEE couvrent le champ de l'ensemble des grandes préoccupations qui doivent animer l'élaboration d'une politique énergétique pouvant favoriser l'écodéveloppement d'un pays. Les premiers indicateurs relèvent l'état des lieux en reprenant les formules utilisées par l'Observatoire de la Viabilité Énergétique (OVE) pour les quatre composants : environnement-économie-société-technologie. S'y ajoutent maintenant les indicateurs de gouvernance pour souligner l'importance d'une information de qualité et d'une participation citoyenne précoce permettant une implication valable dans les processus décisionnels.

Les indicateurs subséquents prennent en compte les perturbations climatiques. La vulnérabilité au changement climatique est étudiée avec trois indicateurs globaux. Sept indicateurs de résilience vont mettre en relief les atouts nationaux sur lesquels bâtir une politique énergétique qui intègre les contraintes de l'écodéveloppement, et notamment la dérive climatique et la diminution des disparités entre populations.

L'analyse des indicateurs : Y a-t-il progrès ou régression ?

L'ensemble des indicateurs, pris comme un tout, évalue les progrès du pays vers une meilleure gestion de l'énergie dont l'empreinte va diminuant. L'amélioration d'un indicateur dans le temps pourra traduire un authentique progrès vers un système énergétique qui favorise la santé et le bien-être de l'humanité, notamment face au changement climatique. Le projet TIPEE définit cet ensemble « d'objectifs de viabilité » non pas tant comme des cibles absolues -car personne ne sait ce que recouvrirait une réelle viabilité à long terme- mais plutôt comme une série de points de référence et de comparaison. La vectorisation des indicateurs donne un graphique qui permet de visualiser la situation d'un pays, comme illustré ci-dessous :



La valeur souhaitée de l'indicateur est 0, symbole de l'absence d'empreinte, que ce soit des impacts environnementaux, de l'utilisation des ressources ou de la vulnérabilité.



Indicateurs TIPEE

Environnement	Indicateurs	Paramètres retenus
Indicateur 1	Emission de gaz à effet de serre	Émissions de CO ₂ du secteur énergétique par habitant
Indicateur 2	Polluant local majeur lié à l'énergie	Concentration ou émissions du polluant atmosphérique local dominant (CO, NO _x , SO _x , particules, becquerels) par habitant
Indicateur 3	Déforestation	Nombre d'hectares de forêt ou de couvert végétal (biodiversité) détruits pour des usages énergétiques
Société		
Indicateur 4	Accès à l'électricité	Proportion des ménages qui ont accès à l'électricité
Indicateur 5	Fardeau énergétique domestique	Proportion de la consommation d'énergie dans les dépenses des ménages
Économie		
Indicateur 6	Importation d'énergies non-renouvelables	Dépendance énergétique de l'étranger
Indicateur 7	Réserves non-renouvelables	Nombre de jours de stock de produits pétroliers
Technologie		
Indicateur 8	Énergies renouvelables	Déploiement des énergies renouvelables modernes locales
Indicateur 9	Efficacité énergétique	Intensité énergétique de l'industrie ou émissions de gaz à effet de serre par unité de production ou intensité énergétique de l'économie
Indicateur 10	Qualité du service électrique	Durée et fréquence des coupures de courant et des variations de fréquence
Gouvernance		
Indicateur 11	Contrôle des recettes	Réduction de la part de la rente énergétique échappant à la fiscalité
Indicateur 12	Consultation informée	Tenue d'audiences publiques et de concertation lors des procédures d'études d'impacts des projets énergétiques
Indicateur 13	Participation citoyenne	Présence active et officielle d'organisations de la société civile et notamment des femmes dans le secteur de l'énergie
Indicateur 14	Équilibre de la gouvernance	Égalité des tenants de l'offre et de la demande et transparence dans les processus décisionnels
Vulnérabilité		
Indicateur 15	Vulnérabilité des approvisionnements thermiques non-renouvelables	Vulnérabilité des centrales thermoélectriques (et raffineries le cas échéant) aux inondations thermiques non-renouvelables
Indicateur 16	Vulnérabilité des approvisionnements renouvelables	Vulnérabilité des centrales renouvelables aux déviations météorologiques renouvelables
Indicateur 17	Vulnérabilité de l'acheminement énergétique	Réseau menacé par des extrêmes météorologiques
Résilience		
Indicateur 18	Capacité d'investissement	Taux d'épargne domestique / PIB
Indicateur 19	Mobilisation des énergies vertes	Proportion de l'investissement national allant aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique
Indicateur 20	Expertise locale	Nombre annuel de diplômés en sciences et ingénierie / population totale
Indicateur 21	Information scientifique	Disponibilité de cartes des zones à risques d'inondations et de sécheresse
Indicateur 22	Directives d'implantation	Mise en application de consignes de localisation et de construction prenant en compte le climat
Indicateur 23	Gestion de crise	Plans d'urgence pour les installations énergétiques
Indicateur 24	Assurances	Disponibilité de polices d'assurances domestiques pour les événements climatiques

Application de la méthodologie TIPEE au Cameroun et au Togo

Les résultats de l'application des indicateurs pour les deux pays reflètent l'année la plus récente pour laquelle il existe des données, c'est-à-dire ici 2008.

Indicateurs environnementaux, sociaux, économiques et techniques :

Globalement, les deux pays démontrent des niveaux insoutenables que ce soit pour l'approvisionnement ou l'utilisation d'énergie. Les raisons principales en sont la pauvreté en infrastructures et en réseaux énergétiques locaux appropriés qui puissent permettre un accès facile et abordable aux services énergétiques.



A noter :

- Pour le Cameroun, ainsi que pour le Togo, les émissions de gaz à effet de serre sont faibles en comparaison des émissions mondiales, ce qui laisse une certaine marge de manœuvre aux deux pays pour augmenter leurs émissions, respectant leur droit au développement. Cependant, il sera important de suivre l'évolution de ces émissions à l'avenir et de surveiller l'efficacité des systèmes énergétiques.
- Le fardeau énergétique est plus élevé en ville qu'en milieu rural du fait d'une plus grande utilisation de l'électricité (appareils électroménagers et communication), des hydrocarbures (déplacements et cuisson des aliments) et de la biomasse commerciale (cuisson) dans la vie quotidienne.
- Les niveaux élevés de déforestation sont attribués à une coupe non réglementée et à de trop faibles tentatives de reforestation. Au Togo, un élément supplémentaire entre en jeu : profitant de l'instauration de la démocratie, les populations victimes de la gestion répressive des ressources forestières pré-1990, ont envahi les aires protégées et augmenté les coupes d'arbres illicites et anarchiques.
- Alors que le Cameroun est exportateur net de pétrole, le pays démontre une forte dépendance de l'importation de bruts légers et de produits pétroliers : plus de 80% du pétrole consommé est importé. Par ailleurs, l'avenir d'exportateur du Cameroun n'est pas garanti étant donné la diminution des ressources disponibles.
- Le manque d'information sur les données réelles du déploiement des énergies renouvelables (hors biomasse) fait qu'il est quasiment impossible de connaître leur niveau de pénétration.
- Le Togo a connu une amélioration de la qualité du service électrique entre 2008 et 2006 où le délestage était récurrent. Au Cameroun, en revanche, on constate une augmentation des coupures due à la vétusté des équipements du réseau électrique.

Indicateurs de Gouvernance :

En général, les indicateurs de gouvernance ne montrent pas de bons résultats au Cameroun et au Togo, même s'il y a des décrets censés assurer la participation de la société civile.

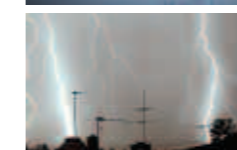


A noter :

- Le manque de transparence et la fraude liés au secteur de l'énergie sont importants (branchements clandestins, importations et ventes illicites de carburant) dans les deux pays.
- Les consultations et audiences publiques ne sont pas mises en œuvre comme un processus démocratique, mais plutôt comme une étape destinée à satisfaire les apparences d'une contrainte réglementaire ou une exigence des bailleurs de fonds.
- Les conditions politiques, réglementaires et socioculturelles créent des obstacles et des contraintes à l'intégration effective du public au processus de prise de décision.
- Le rôle des femmes dans la prise de décision du secteur énergétique est négligeable dans les deux pays.

Indicateurs de Vulnérabilité et de Résilience :

Les systèmes énergétiques des deux pays présentent une vulnérabilité élevée au changement climatique. Leur résilience varie, mais aucun des deux pays n'est à même de démontrer la résilience nécessaire pour réussir l'adaptation de son approvisionnement énergétique aux impacts du changement climatique.



A noter :

- La capacité nationale d'investissement dans des projets d'infrastructure énergétique est très faible, entraînant une forte dépendance (vulnérabilité) envers l'aide et les investissements étrangers.
- Dans les deux pays, plus de 60% des centrales thermoélectriques sont à la merci d'inondations et/ou d'une hausse de niveau de la mer.
- La présence de zones forestières denses au Cameroun augmente la vulnérabilité de l'acheminement énergétique en raison de chutes occasionnelles de branchages sur les lignes.
- L'impact des changements climatiques sur les potentiels d'énergie renouvelable reste mal connu.
- L'expertise locale pouvant mettre en œuvre un développement résilient est encore trop faible dans les deux pays.